ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par les Ministres de l'Aide aux personnes, membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale, le 16 et le 23 décembre 1991, d'une demande d'avis complémentaire, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'ordonnance "relatif aux établissements hébergeant des personnes âgées", a donné le 30 décembre 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 16 en 23 december 1991 door de Ministers voor de Hulp aan personen, leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hun, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ordonnantie "betreffende inrichtingen die bejaarden huisvesten", heeft op 30 december 1991 het volgend advies gegeven :

Par lettres des 9 et 20 décembre 1991, parvenues au Conseil d'Etat respectivement les 16 et 23 décembre 1991, le Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale demande un avis complémentaire sur l'article 14, § 1er et § 3, du projet d'ordonnance relatif aux établissements hébergeant des personnes âgées.

La disposition dudit article 14 figurait sous l'article 13 de l'avant-projet soumis à la section de législation et sur lequel celle-ci a donné, le 7 novembre 1991, l'avis L. 20.357/9 (1). Elle a trait aux sanctions pénales et de police administrative applicables. A son sujet, le Conseil d'Etat avait fait diverses observations que le Collège réuni a pris en considération dans l'élaboration du projet qu'il a déposé.

Des explications fournies par les délégués du Collège réuni, il ressort que ce projet a déjà été examiné par la Commission des affaires sociales de l'Assemblée réunie, mais que celle-ci doit se prononcer à la fin du mois de janvier 1992.

C'est en vue de la poursuite de cet examen que l'avis complémentaire du Conseil d'Etat est demandé par le Collège réuni qui, dans sa demande, précise :

> "Au sens des conseillers régionaux, l'avis du Conseil d'Etat peut être interprété de deux manières, en ce qui concerne le § 3 :

---

(1) Doc. Assemblée réunie de la Commission communautaire commune, sess. 1990-1991, n° B-24/1-90/91, p. 12.

1) Si on laisse au juge le soin d'apprécier l'infraction et de déterminer la peine, ce n'est plus une compétence de police administrative, mais de police judiciaire.

La police administrative est de la compétence du Collège réuni. C'est donc lui qui doit se prononcer, mais exclusivement à l'égard de ceux qui ont été sanctionnés par le juge.

Les termes "pour la durée qu'il détermine" demandent précision. Si la formule est conservée telle quelle, l'appréciation du juge est souveraine en la matière : ne conviendrait-il pas de déterminer un minimum et un maximum ?

2) Un autre avis émet l'hypothèse qu'il n'est pas possible de transférer au Collège réuni la possibilité d'interdire d'exploiter ou de diriger un établissement, personnellement ou par personne interposée car la Convention de sauvegarde des droits de l'homme interdit de priver le citoyen de sa profession.

Il faut en effet qu'il y ait une décision du tribunal pour chaque personne en particulier.

3) La mention "Sans préjudice de l'application des peines comminées par le Code pénal" du 1er paragraphe n'est-elle pas superflue ?".

Ainsi formulée, la demande d'avis amènerait le Conseil d'Etat à répondre aux trois questions suivantes qui ont été posées au cours de l'examen du projet en commission :

1° Y a-t-il lieu d'amender le texte de l'article 14, § 3, de l'ordonnance en projet en vue de confier, non pas aux cours et tribunaux, mais au Collège réuni, le pouvoir de prononcer l'interdiction d'exploiter ou de

diriger personnellement ou par personne interposée un établissement hébergeant des personnes âgées ?

2° Ne faut-il pas aussi amender le texte en projet dudit paragraphe 3, pour prévoir un maximum et un minimum de la durée de l'interdiction qui sera ordonnée ?

3° Les mots "Sans préjudice de l'application des peines comminées par le Code pénal" ne sont-ils pas superflus au paragraphe 1er ?

Le Conseil d'Etat n'est pas compétent pour répondre à ces questions.

En effet, en vertu des articles 3 et 4 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation ne peut être consultée, en ce qui concerne les textes de nature législative, que sur des avant-projets et des propositions de loi, de décret ou d'ordonnance, ainsi que sur tous amendements à de tels projets ou propositions.

Or, en l'espèce, la demande d'avis complémentaire intervient à un moment où, après consultation du Conseil d'Etat, le projet adopté par le Collège réuni est déjà déposé et est soumis à l'examen de la Commission compétente de l'Assemblée, sans qu'il apparaisse que les questions posées aient fait l'objet d'amendements régulièrement déposés.

L'on ne pourrait, au demeurant, interpréter la demande d'avis comme impliquant la volonté du Collège réuni ou de membres de l'Assemblée d'amender le projet; il existe,

en effet une ambiguïté sur leurs intentions réelles, puisque le Conseil d'Etat est consulté sur des options différentes, sans qu'il puisse déterminer, avec certitude, celle sur laquelle il doit se prononcer.

Il appartient, dès lors, soit au Collège réuni, soit à des membres de l'Assemblée, de se déterminer quant à ces options, de déposer un ou des amendements qui les traduisent, en les assortissant des justifications adéquates, et d'en soumettre, le cas échéant, le texte à la section de législation.

Bij brieven van 9 en 20 december 1991, welke bij de Raad van State respectievelijk op 16 en 23 december 1991 zijn ingekomen, verzoekt het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest om een aanvullend advies betreffende artikel 14, § 1 en § 3, van het ontwerp van ordonnantie betreffende inrichtingen die bejaarden huisvesten.

Het bepaalde in voornoemd artikel 14 was opgenomen onder artikel 13 van het aan de afdeling wetgeving voorgelegde voorontwerp, omtrent hetwelk zij op 7 november 1991 het advies nr. L. 20.357/9 heeft verstrekt (1). Die bepaling betreft de toepasselijke strafbepalingen en de bepalingen inzake administratieve politie. De Raad van State heeft ter zake verscheidene opmerkingen gemaakt die het Verenigd College in aanmerking heeft genomen bij de uitwerking van het ontwerp dat het heeft ingediend.

Uit de toelichtingen, verstrekt door de gemachtigden van het Verenigd College, blijkt dat dit ontwerp reeds is onderzocht door de Commissie voor de Sociale Zaken van de Verenigde Vergadering, maar dat deze zich eind januari 1992 daarover dient uit te spreken.

Teneinde het onderzoek ervan te kunnen voortzetten, verzoekt het Verenigd College de Raad van State om een aanvullend advies; in zijn verzoek stelt het College :

> "Au sens des conseillers régionaux, l'avis du Conseil d'Etat peut être interprété de deux manières, en ce qui concerne le § 3 :

---

(1) St. Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, zitting 1990-1991, nr. B-24/1-90/91, blz. 12.

1) Si on laisse au juge le soin d'apprécier l'infraction et de déterminer la peine, ce n'est plus une compétence de police administrative, mais de police judiciaire.

La police administrative est de la compétence du Collège réuni. C'est donc lui qui doit se prononcer, mais exclusivement à l'égard de ceux qui ont été sanctionnés par le juge.

Les termes "pour la durée qu'il détermine" demandent précision. Si la formule est conservée telle quelle, l'appréciation du juge est souveraine en la matière : ne conviendrait-il pas de déterminer un minimum et un maximum ?

2) Un autre avis émet l'hypothèse qu'il n'est pas possible de transférer au Collège réuni la possibilité d'interdire d'exploiter ou de diriger un établissement, personnellement ou par personne interposée car la Convention de sauvegarde des droits de l'homme interdit de priver le citoyen de sa profession.

Il faut en effet qu'il y ait une décision du tribunal pour chaque personne en particulier.

3) La mention "Sans préjudice de l'application des peines comminées par le Code pénal" du 1er paragraphe n'est-elle pas superflue ?".

Gelet op het aldus gestelde verzoek om advies zou de Raad van State een antwoord horen te verstrekken op de drie volgende vragen, die gesteld zijn tijdens het onderzoek van het ontwerp in de commissie :

1° Behoort de tekst van artikel 14, § 3, van de ontworpen ordonnantie niet in die zin te worden geamendeerd dat niet aan de hoven en rechtbanken, doch aan het Verenigd College bevoegdheid wordt verleend om te verbieden dat een

instelling die bejaarden huisvest persoonlijk of via een tussenpersoon wordt geëxploiteerd of geleid ?

2° Behoort tevens de ontworpen tekst van paragraaf 3 niet te worden gewijzigd teneinde een maximumduur en een minimumduur vast te stellen voor het opgelegde verbod ?

3° Zijn de woorden "Onverminderd de toepassing van de in het Strafwetboek gestelde straffen" in paragraaf 1 niet overbodig ?

De Raad van State is niet bevoegd om op die vragen te antwoorden.

Krachtens de artikelen 3 en 4 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan de afdeling wetgeving met betrekking tot de teksten van wetgevende aard immers alleen worden geraadpleegd over voorontwerpen en voorstellen van wet, van decreet of van ordonnantie, alsook over alle amendementen op zodanige ontwerpen of voorstellen.

Nu wordt in het onderhavige geval een verzoek om een aanvullend advies gericht op een tijdstip waarop, na raadpleging van de Raad van State, het door het Verenigd College goedgekeurde ontwerp reeds is ingediend en ter fine van onderzoek wordt voorgelegd aan de bevoegde Commissie van de Vergadering, zonder dat blijkt dat in verband met de gestelde vragen op regelmatige wijze amendementen zijn ingediend.

Voor het overige kan het verzoek om advies niet worden geïnterpreteerd alsof het Verenigd College of leden

van de Vergadering de wil hebben om het ontwerp te amenderen, want er bestaat onduidelijkheid omtrent hun werkelijke bedoelingen. De Raad van State wordt immers geraadpleegd over verschillende mogelijkheden, zonder dat hij met zekerheid kan bepalen over welke variant hij zich moet uitspreken.

Derhalve komt het toe, hetzij aan het Verenigd College, hetzij aan leden van de Vergadering, om zich over die varianten uit te spreken, om een of meer amendementen in te dienen waarin die varianten worden weergegeven, met dien verstande dat zij passend worden gerechtvaardigd, en om in voorkomend geval de desbetreffende tekst voor te leggen aan de afdeling wetgeving.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par M. S. SAINT-VITEUX, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J. JAUMOTTE, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J. JAUMOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. C.-L. CLOSSET.